

**Point de presse du porte-parole -
Mali/Attaque contre la MINUSMA -
Tchad - RDC/Situation de deux
ressortissants français - PKK -
Libye - Israël/Territoires
palestiniens
(Paris, 25 janvier 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Mali - Attaque contre la MINUSMA (Aguelhok, 23 janvier 2017)

La France condamne l'attaque terroriste perpétrée le 23 janvier contre le camp de la MINUSMA à Aguelhok (région de Kidal), qui a fait un mort et huit blessés parmi les soldats de la paix.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes. Nous exprimons notre solidarité aux Nations unies, comme aux autorités du Tchad et du Népal, dont sont originaires les casques bleus attaqués.

La France apporte son plein soutien aux efforts en faveur de la stabilisation du pays et de la mise en oeuvre des accords d'Alger.

2 - Tchad

Q - Les avoirs de Mahamat Nouri et Mahamat Mahdi Ali, deux responsables de l'opposition armée tchadienne contre le régime du président Déby, sont gelés par la France. Peut-on savoir quelles sont les raisons qui ont motivé la prise de ces décisions ?

R - Nous n'avons pas d'information à ce sujet et allons vérifier.

3 - RDC - Situation de deux ressortissants français

Q - Avez-vous des informations sur le sort de deux Français, Pablo Diumbu Ndjeka et Frédéric Boyenga Bofala, qui ont disparu à Kinshasa depuis le 17 novembre 2016 au soir, après avoir été apparemment interpellés par la Garde Républicaine à l'hôtel Kempinski ?

R - Dès que nous avons été informés de la disparition de nos compatriotes, nous nous sommes mobilisés et avons demandé aux autorités congolaises de pouvoir exercer la protection consulaire telle que prévue par les conventions internationales.

Nous poursuivons nos démarches afin de nous assurer de leurs conditions et d'obtenir notamment un droit de visite.

4 - PKK

Q - Le Festival international de programmes audiovisuels à Biarritz exposera le 28 janvier le documentaire «Gulistan - Terre de roses» faisant explicitement allusion au PKK, présenté comme une organisation émancipatrice des femmes. L'exposition d'un tel documentaire faisant apologie du PKK n'est-il pas en contradiction avec les lois françaises interdisant l'apologie du terrorisme dès lors que le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la France ?

R - En France, les festivals disposent d'une liberté totale de programmation dans le respect de la loi.

S'agissant du PKK, notre position est claire et constante : c'est une organisation terroriste dont nous condamnons fermement les actions.

5 - Libye

Q - Qu'est-ce que vous pensez de la volonté de l'Égypte, de la Tunisie et de l'Algérie d'organiser prochainement un sommet tripartite pour examiner la situation en Libye ?

R - La France se félicite de l'engagement des pays voisins de la Libye en soutien à l'accord politique inter-libyen de Skhirat, au conseil présidentiel et à la médiation sous l'égide du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Martin Kobler. Ce soutien a été réaffirmé lors de leur 10e réunion qui s'est tenue au Caire le 21 janvier 2017.

La France se joint à l'appel au dialogue inclusif figurant dans le communiqué final de cette réunion, qui rappelle à juste titre qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise libyenne. Seule la réconciliation nationale peut apporter durablement la stabilité en rassemblant l'ensemble des Libyens.

6 - Israël - Territoires palestiniens

Q - Israël a annoncé hier la construction de 2.500 logements de colonisation en Cisjordanie, la plus importante annonce du genre depuis des mois et seulement deux jours après l'annonce de la construction de 566 logements à Jérusalem-Est. Quelle est votre réaction à cette annonce ?

Israël, qui a par ailleurs refusé de participer à l'initiative du Quai d'Orsay sur la résolution du conflit israélo-palestinien, se sent-il conforté par l'investiture de Donald Trump comme président des États-Unis ?

R - Les autorités israéliennes ont approuvé hier des projets pour la construction de plus de 2.500 logements dans les colonies de Cisjordanie. Cette décision s'ajoute à l'octroi, le 22 janvier, de permis de construire pour 566 logements à Jérusalem-Est.

Cela représente donc en quelques jours presque autant de logements dans les colonies que tous ceux qui ont fait l'objet d'annonces en 2016. Nous condamnons ces nouveaux développements, qui sont contraires au droit international et constituent un signal très préoccupant.

La résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies du 23 décembre 2016 a rappelé l'illégalité de la colonisation en droit international et demandé son arrêt immédiat et complet./.